

22 Octobre 1959

La lettre de « L'Express »



« VOUS l'avez reçue, la lettre ?
 — Bien sûr.
 — Et lui ?
 — Lui, non.
 — Non ? Tiens !...
 — Mais il en a reçu une autre !
 — Ah bon ! »

La lettre, que j'ai sous les yeux, c'est celle qu'un certain G.F.A. (Groupement des Français d'Algérie) a envoyée à quelques personnes dont il entend hâter le passage dans l'éternité, et qui se termine ainsi : « Les exécutions seront effectuées sur le sol de la France. Si le G.F.A. ne peut atteindre ces individus, il s'en prendra à leurs femmes et enfants.

« Le G.F.A. sait aussi tuer. »

G.F.A. ou pas, nul n'en doutait. Mais depuis les prophéties de M. Neuwirth (« Déjà des commandos de tueurs ont passé la frontière espagnole. Les personnalités à abattre sont désignées »), suivies d'un commencement d'exécution sur la personne de M. Mitterrand, une sorte de club est en train de se constituer, non dépourvu — comme tout club — d'un certain snobisme : le club des Condamnés à mort.

Club très fermé, dont le recrutement s'est fortement élargi depuis que les gaullistes — les vrais, ceux du Mayflower — ont fourni leur contingent de futures victimes.

En faire partie est assez romantique. On intéresse les dames, on inquiète ses amis, on provoque parfois la sollicitude de M. le Préfet de Police. Enfin, on se marque « à gauche ».

N'en point faire partie, cela doit être vexant et même un peu suspect puisque l'on voit, depuis quelques jours, des hommes que rien ne menace, sinon la congestion après déjeuner, s'efforcer de donner

à croire que la mort les attend chaque soir au carrefour.

Où la vanité va-t-elle se nicher !

EN vérité, devant ces façons sud-américaines de prétendre régler les problèmes politiques, ce n'est pas de fierté que l'on risque d'étouffer. La peur ? C'est une autre affaire. La perspective de se faire assassiner un soir en rentrant chez soi, par des valets aux mains sales, n'est pas de nature à reconforter. Il n'est pas tellement plaisant, pour les collaborateurs de « L'Express », par exemple, d'entendre périodiquement une voix annoncer au téléphone que nos bureaux seront attaqués à cinq heures, ou à trois heures, ou à sept heures. Mais c'est là un aspect étroit et subjectif d'une affaire générale.

L'intéressant, ce ne sont point les soucis et les réflexes de tel ou tel devant la menace, c'est que la menace ait pris cette allure familière.

Où vivons-nous donc pour que l'appel au meurtre et le meurtre lui-même soient devenus les moyens de persuasion en usage pour infléchir telle politique ?

En France ? Alors ils finiront par nous le faire croire, que « la France, c'est l'Algérie ».

LA presse de droite assimile l'assassinat érigé en méthode politique et le complot fondé sur l'assassinat à l'opposition du parti communiste français ; les brutales prémices d'un coup d'Etat manqué mais non moins fomenté — le secrétaire général de l'U.N.R. en a donné publiquement confirmation — sont bagatelles, accueillies par l'opinion dans l'indifférence et par la plupart des journaux comme un épisode de Tintin.

Il est vrai que les attentats — inachevés ou

aboutis — ne sauraient heureusement concerner physiquement qu'un nombre infime de Français.

Il est vrai que pour les accomplir en métropole, où l'immunité n'est pas assurée, une sérieuse organisation ou un certain courage sont nécessaires. Le courage des révolutionnaires de tous les temps, non celui des tueurs appointés ; ce qui explique sans doute pourquoi tant d'excellents projets n'ont pas encore passé au stade de la réalisation.

Mais en tolérer le principe, en excuser l'inspiration, en digérer l'effet comme s'il ne s'agissait que d'incartades exotiques, c'est accepter que se désagrège en France tout autre chose que quelques enveloppes d'hommes. Le jour où le commandant Rodier est tombé à Alger, atteint d'un coup de bazooka à la place du général Salan, le 13 Mai était virtuellement déclenché.

Croire que la cible ce sont les autres, c'est manquer de mémoire, sinon de jugement.

Françoise Giroud.

P.S. — « L'Express » a été saisi dans la soirée de mercredi, pour avoir nommé désigné des militaires intéressés au complot.

Au même instant, en présence du président de la République et des membres du gouvernement, deux personnages de la pièce de Paul Claudel, « Tête d'Or », échangeaient sur la scène du Théâtre de France le dialogue suivant, à propos du général tribun qui s'empare du pouvoir : « Que pensez-vous de lui ? », demande l'un. « Il a l'armée avec lui », répond l'autre. Rires.

C'est la première fois, de mémoire de spectateur, qu'une salle a été saisie... pardon, secouée par le rire en écoutant du Claudel.